

No. 14668. Multilateral

INTERNATIONAL COVENANT ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS. NEW YORK, 16 DECEMBER 1966 [*United Nations, Treaty Series, vol. 999, I-14668.*]

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 4 (3)*

El Salvador

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 21 May 2020

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 21 May 2020

*No UNTS volume number has yet been determined for this record.

N° 14668. Multilatéral

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES. NEW YORK, 16 DÉCEMBRE 1966 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 999, I-14668.*]

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4*

El Salvador

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 21 mai 2020

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 21 mai 2020

*Le numéro de volume RTNU n'a pas encore été établi pour ce dossier.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

New York, le 7 mai 2020

Excellence,

J'ai l'honneur de vous écrire comme suite à mes communications des 26 et 31 mars et des 14, 16 et 17 avril 2020, par lesquelles je vous ai signalé *l'état d'urgence nationale, de catastrophe publique et de sinistre* que la République d'El Salvador a décrété sur son territoire national et des mesures correspondantes de restriction de certaines garanties constitutionnelles prises afin de prévenir et de maîtriser le risque de pandémie de COVID-19 et ses conséquences imminentes.

La République d'El Salvador souhaite signaler par la présente que l'Assemblée législative a adopté le décret n° 634 du 30 avril 2020, publié à la même date au Journal officiel, n° 87, volume 427, qui dispose de ce qui suit :

« La validité du décret législatif n° 593, du 14 mars 2020, relatif à l'état d'urgence nationale en raison de la pandémie de COVID-19, publié à la même date au Journal officiel, n° 52, volume 426, et ses modifications ultérieures, est prolongée pour une durée de quinze jours à compter de l'entrée en vigueur de ce décret. Ce décret entrera en vigueur le 2 mai 2020, après sa publication au Journal officiel, et cessera de produire ses effets le 16 mai 2020. »

Par conséquent, les restrictions imposées à certains droits constitutionnels restent en vigueur jusqu'au 16 mai 2020. Durant la prolongation de l'état d'urgence, les droits constitutionnels qui font l'objet d'une restriction sont : la liberté de circulation, le droit de se réunir pacifiquement et sans armes à des fins licites et le droit de ne pas être contraint de changer de domicile ou de résidence.

En outre, je tiens à vous informer que compte tenu de l'obligation internationale de garantir les conditions nécessaires pour la réalisation du droit à la santé de la population, l'organe exécutif, par l'intermédiaire de la Présidence de la République d'El Salvador, a adopté le décret exécutif n° 22, du 6 mai 2020, qui vise à réglementer les causes supplémentaires régulant le droit de certaines personnes de circuler pendant la quarantaine, outre celles prévues à l'article 8 de la loi sur la réglementation de l'isolement, de la quarantaine, de l'observation et de la surveillance en raison de la COVID-19.

À cet égard, le décret précité prévoit, entre autres, les mesures suivantes :

- La circulation des employés et sous-traitants des entreprises, industries et entités actives dans la livraison à domicile de produits alimentaires et pharmaceutiques, les services médicaux et infirmiers et de tous les services liés à la santé, y compris les urgences dentaires et auditives, les pharmacies, drogueries et laboratoires pharmaceutiques et cliniques, est autorisée ;
- La circulation des employés et sous-traitants des entreprises privées de transport, de l'agro-industrie et de sa chaîne de distribution, de l'agriculture, de l'élevage, de l'apiculture et de la pêche, des services publics et privés d'eau potable, parmi d'autres secteurs détaillés dans le document ci-joint, est également autorisée ;
- Afin de permettre l'approvisionnement en produits alimentaires, l'achat de médicaments ou les opérations bancaires, la circulation des personnes est autorisée en fonction du dernier chiffre de leur numéro de carte d'identité, de passeport ou de carte de séjour pour les étrangers ;
- Le Ministère du travail et de la protection sociale est habilité à superviser les protocoles de sécurité et de santé au travail applicables aux entreprises qui, selon le décret, sont autorisées à exercer leurs activités ;
- La coopération avec les autorités municipales, à savoir les mairies, les conseils municipaux, les agences municipales et les membres de la commission de protection civile de ces autorités locales, est renforcée ;
- Les personnes sont également tenues de collaborer et de respecter les restrictions indiquées ci-dessus, sans préjudice des responsabilités pénales et civiles correspondantes. Cette mesure est fondée sur le considérant XXI du décret exécutif qui fait référence au paragraphe 1 de l'article 14 de la loi sur les procédures administratives, selon lequel toute personne et autorité à qui il en est fait la demande a l'obligation de collaborer avec l'administration publique.
- Enfin, le décret exécutif n° 22 prévoit qu'il sera en vigueur pour une durée de 17 jours à compter du jour suivant sa publication au Journal officiel.

Excellence,

En vertu de ce qui précède et conformément au paragraphe 3 de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'État salvadorien souhaite se prévaloir du droit de dérogation aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 12 et 21 dudit Pacte, en raison des mesures provisoires adoptées par le Gouvernement d'El Salvador afin de prévenir, traiter et contrôler le risque de pandémie de COVID-19 et ses conséquences imminentes, et ce uniquement pendant la période légalement définie dans les décrets susmentionnés.

À cet égard, la République d'El Salvador réaffirme son intérêt supérieur pour la protection de la dignité humaine et d'autres garanties, en appliquant les critères de proportionnalité reflétés dans les mesures prévues par les décrets susmentionnés et en reconnaissant toujours l'importance du respect des principes du droit international des droits de l'homme, qui doivent être appliqués à toute personne, sans aucune discrimination.

Pour de plus amples informations, j'ai l'honneur de vous faire tenir la publication officielle du décret législatif n° 634 du 30 avril 2020, et le décret n° 22 du 6 mai 2020, tel qu'approuvé par l'organe exécutif.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente de la République d'El Salvador
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Egriselda López

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

DNU-046-2020

Nueva York, 21 de mayo de 2020

Su Excelencia,

Tengo el agrado de dirigirme a usted en seguimiento a mis comunicaciones de fechas 26, 31 de marzo; 14, 16, 17 de abril; y 6 de mayo del presente año, por medio de las cuales, se notificó a Su Excelencia acerca del *estado de emergencia nacional, estado de calamidad pública y desastre natural* que la República de El Salvador decretó sobre su territorio nacional; y las correspondientes medidas de restricción respecto de ciertas garantías constitucionales, a fin de prevenir, atender y controlar el riesgo e inminente afectación de la pandemia provocada por el coronavirus (COVID-19).

En esta ocasión, la República de El Salvador se permite informar que, con el propósito de garantizar el derecho a la salud de su población, específicamente, la prevención y el tratamiento de las enfermedades epidémicas, endémicas, profesionales, y de otra índole, comprendido en el artículo 12, letra "c" del Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales; y con fundamento en las competencias que son otorgadas en el artículo 24 de la Ley de Protección Civil, Prevención y Mitigación de Desastres, el Órgano Ejecutivo aprobó el **Decreto No. 19, de fecha 19 de mayo de 2020**, publicado en el Diario Oficial No. 101, Tomo No. 427, de esa misma fecha, por medio del cual, se establece, en su artículo primero lo siguiente:

“*Declárase Estado de Emergencia Nacional, en todo el territorio de la República, dentro del marco establecido en la Constitución, a raíz de la pandemia por COVID-19.*”

Conforme la segunda disposición del referido Decreto, se esclarece que el Estado de Emergencia decretado surtirá efecto para contrarrestar las consecuencias adversas originadas por la pandemia por COVID-19 a nivel nacional; por lo que, se prioriza la obligación comprendida en el artículo 65 de la Constitución de la República de El Salvador, conforme a la cual, la salud de los habitantes de la República constituye un bien público; por lo que, el Estado y las personas están obligadas a velar por su conservación y restablecimiento.

El citado Decreto responde a la necesidad de garantizar el principio de seguridad jurídica a la población y evitar que la terminación de vigencia del Decreto Legislativo No. 593 que – previamente decretaba el Estado de Emergencia Nacional - generase perjuicios a la vida, salud, economía, y estabilidad laboral de la población salvadoreña.

Entre las garantías constitucionales que se restringen en el marco de la prórroga de este Estado de Emergencia, se encuentran: libertad de tránsito, el derecho a reunirse pacíficamente y sin armas para cualquier objeto lícito, y el derecho a no ser obligado a cambiarse de domicilio. Esta restricción se mantiene hasta por quince días, contados a partir del 19 de mayo del presente año, fecha en la cual, entró en vigencia el Decreto Ejecutivo No. 19, mencionado *supra*.

Adicionalmente, me permito hacer de su conocimiento que el Decreto Ejecutivo No. 22 que contemplaba las causas adicionales a las comprendidas en el artículo 8 de la Ley de Regulación para el Aislamiento, Cuarentena, Observación y Vigilancia por COVID-10 fue derogado por el **Decreto Ejecutivo No. 26, dictado por el Órgano de Ejecutivo en el Ramo de Salud, en fecha 19 de mayo del corriente**, publicado en Diario Oficial No. 102, Tomo No. 427, de fecha 20 de mayo de 2020.

De conformidad con esta última normativa, se siguen manteniendo las reglas proporcionales que rigen las condiciones, el tiempo y forma del cumplimiento de cuarentena, vigilancia u observación de las personas sujetas a dichas medidas de control, así determinada por el Ministerio de Salud con motivo de la pandemia COVID-19.

Teniendo en cuenta que a esta fecha, El Salvador contabilizaba un total de 1,640 casos positivos de contagio por COVID-19, el Decreto mantiene al territorio salvadoreño como zona epidémica sujeta a control sanitario; por lo cual, toda la población deberá mantenerse en resguardo domiciliario y, únicamente, podrá salir de su vivienda o residencia en los casos autorizados por el referido Decreto, los cuales, siguen una regla habilitada para la circulación de personas con el objeto de que puedan abastecerse de alimentos, adquirir medicinas o transacciones en agencias de bancos, todo ello de acuerdo a la terminación de su número de documento único de identidad, pasaporte o carné de residente para extranjeros, fomentando así el respeto por las normas de distanciamiento social. Estas medidas se mantendrán vigentes hasta 6 de junio del presente año.

Su Excelencia,

En virtud de lo anterior, y teniendo en cuenta el cumplimiento del artículo 4, párrafo 3 del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos, el Estado salvadoreño se permite el uso de su derecho de suspensión respecto de las garantías comprendidas en los artículos 12 y 21 del referido Pacto, debido a las medidas provisionalmente adoptadas por el Gobierno de El Salvador a fin de prevenir, atender y controlar el riesgo e inminente afectación de la pandemia por COVID-19, todo ello únicamente dentro del plazo legalmente definido en los Decretos antes indicados.

En este sentido, la República de El Salvador reafirma su primordial interés de proteger la dignidad humana, el derecho a la salud y el bienestar general de la población, así como sus consecuentes garantías; por lo que continuará velando por la adopción de medidas proporcionales, tales como las contempladas en los Decretos indicados *supra*, y reconociendo siempre la importancia de preservar un marco de seguridad jurídica y respeto a principios del derecho internacional de los derechos humanos, tutelables respecto de toda persona, sin discriminación alguna.

Para mayor información, se adjuntan las publicaciones oficiales correspondientes a los Decretos Ejecutivos No. 19 y No. 26, este último dictado por el Ramo de Salud, ambos con fecha de 19 de mayo del corriente.

Sírvase, Su Excelencia, la oportunidad para renovarle las muestras de mi más alta y distinguida consideración.



EGRISelda LÓPEZ

Embajadora y Representante Permanente

[TRANSLATION – TRADUCTION]

DNU-046-2020

New York, 21 May 2020

Excellency,

I have the honour to write to you in reference to my letters dated 26 and 31 March; 14, 16 and 17 April; and [7] May 2020, in which I notified you of the *national state of emergency, public calamity and natural disaster* that the Republic of El Salvador declared over its national territory, and of the corresponding measures limiting certain constitutional rights, in order to prevent, address and control the risk and imminent impact of the COVID-19 pandemic.

The Republic of El Salvador hereby wishes to inform that, in order to guarantee the right to health of its population, specifically the prevention and treatment of epidemic, endemic, occupational and other diseases, referred to in article 12 (2) (c) of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and in view of the powers granted under article 24 of the Civil Protection and Disaster Prevention and Mitigation Act, the executive branch adopted Decree No. 19 of 19 May 2020, published on the same date in Official Gazette No. 101, Volume No. 427, and which provides, in its first article, as follows:

“A national state of emergency is hereby declared throughout the territory of the Republic, within the framework established in the Constitution, as a result of the COVID-19 pandemic.”

According to the second article of the said decree, the declared state of emergency shall remain in effect to counter the adverse consequences of the COVID-19 pandemic nationwide and that, as a result, priority is given to the obligation set forth in article 65 of the Constitution of the Republic of El Salvador, pursuant to which the health of the inhabitants of the Republic constitutes a common good, the State and the people being therefore obligated to safeguard its conservation and restoration.

The aforementioned decree responds to the need to guarantee the principle of legal certainty for the population and ensures that the expiration of Legislative Decree No. 593, which previously declared the state of national emergency, does not harm the life, health, economy, and employment stability of the Salvadoran people.

During the extension of the state of emergency, the constitutional rights that are restricted include: freedom of movement, the right to assemble peacefully without arms for lawful ends, and the right of not being forced to change domicile or residence. This restriction is maintained for up to fifteen days, starting on 19 May 2020, the date the aforementioned Executive Decree No. 19 entered into force.

Furthermore, I wish to inform you that Executive Decree No. 22, which addressed additional causes to those provided for in article 8 of the Act on the regulation of isolation, quarantine, observation and surveillance due to COVID-19, was repealed by Executive Decree No. 26, issued by the health sector of the executive branch, on 19 May 2020, and published in Official Gazette No. 102, Volume No. 427, on 20 May 2020.

In accordance with the latter regulation, the proportionality rules that regulate the conditions, time and manner of enforcing the quarantine, surveillance or observation of persons subject to such control measures, as determined by the Ministry of Health due to the COVID-19 pandemic, shall remain in force.

Considering that, to date, El Salvador had a total of 1,640 confirmed COVID-19 cases, the decree maintains the Salvadoran territory as an epidemic zone subject to health control; as such, all the inhabitants shall be subject to an obligatory stay-at-home order and may only leave their homes or residences when so authorized under the aforementioned decree, in accordance with the rule that allows the movement of persons in order to purchase food, medicines or for transactions in bank agencies, according to the last digit of their identity card, passport or aliens' residency card, thereby ensuring that the rules of social distancing are respected. These measures shall remain in effect until 6 June 2020.

Excellency,

Therefore, and pursuant to article 4, paragraph 3, of the International Covenant on Civil and Political Rights, the Salvadoran State wishes to avail itself of the right of derogation from its obligations under articles 12 and 21 of the said Covenant, due to the provisional measures adopted by the Government of El Salvador to prevent, address and control the risk and imminent impact of the COVID-19 pandemic, solely within the period defined by law in the aforementioned decrees.

In that regard, the Republic of El Salvador reaffirms its paramount interest in protecting human dignity, the right to health and the general welfare of the population, as well as their related guarantees; and will therefore continue to ensure the adoption of proportional measures, such as those set forth in the above-mentioned decrees, and to always recognize the importance of preserving a framework of legal certainty and respect for principles of international human rights law, which are applicable to all persons without any discrimination.

For further information, I have the honour to attach the official publication of Executive Decrees No. 19 and No. 26, the latter issued by the Ministry of Health, both dated 19 May 2020.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) Egriselda López
Ambassador and Permanent Representative